

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

COMMUNE DE LA BASTIDONNE

CIRCULATION ALTERNÉE POUR TRAVAUX DE REFECTION DE VOIRIE – CHEMIN DU REAL – CHEMIN DE SAINT JEAN

Le Maire de LA BASTIDONNE,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée ;

VU la demande de l'entreprise AMOURDEDIEU ;

Considérant qu'en raison du déroulement des travaux **de réfection de voirie**, il y a lieu de réduire momentanément la largeur de la chaussée ;

ARRETÉ

ARTICLE 1 : Du 07/02/2023 au 21/02/2023 inclus, date de fin des travaux **de réfection de voirie effectués par l'Entreprise AMOURDEDIEU - sur le territoire de la commune de LA BASTIDONNE**, la circulation sera alternée Chemin du Réal et Chemin de Saint Jean.

ARTICLE 2 : La signalisation de restriction sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée.

La signalisation de restriction et de protection du chantier est à la charge et sous la responsabilité de **l'entreprise AMOURDEDIEU**.

ARTICLE 3 : Toute dérogation au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de **LA BASTIDONNE**.

ARTICLE 5 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 6 : M. le Maire de la commune de **LA BASTIDONNE**, la Gendarmerie de Pertuis, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,
- certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,
- informe qu'en application des dispositions du décret n°65-29 du 11 janvier 1965 modifié, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.
Ce recours peut être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

*Fait à La Bastidonne,
le 06/02/2022*



Maryvonne ROSELLO
Pour le Maire et par délégation
Adjointe au Maire